

L'ajournement

J'ignore si le gouvernement canadien a usé de ses bons offices auprès de Tel-Aviv, comme je l'ai conseillé pour tenter de dissuader de recourir à une attitude aussi provocatrice. En tout cas, il me fait aucun doute à la lumière des événements des derniers mois, que cette décision a encore aggravé la situation déjà critique qui persiste dans cette région.

Je n'ai jamais, depuis les nombreuses années que je m'intéresse aux affaires du Moyen-Orient, laissé supposer qu'il n'y a qu'un seul responsable ou coupable dans une situation donnée. Personne n'est sans péché. Malheureusement, on a trop souvent tendance au Canada à être partial lorsqu'il s'agit d'évaluer les mérites et les torts. Trop souvent par un réflexe presque conditionné, on suppose que le côté arabe est le principal fautif ou le seul transgresseur.

Cette partialité, ce parti-pris n'est pas indiqué dans un pays qui cherche à être généreux et objectif dans ses rapports avec le Moyen-Orient. Je remarque la sollicitude du ministre de la Justice (M. Basford) à la conférence Habitat, de crainte que le Canada ne passe pour un pays qui appuie les déclarations susceptibles d'offenser la délégation israélienne. Je crois que ces manifestations de modération sont et seraient plus efficaces si elles étaient impartiales et équilibrées. Je crois que les amis du monde arabe devraient faire remarquer que le langage extrémiste se révèle souvent moins utile qu'un argument avancé avec vigueur, fondé sur la raison, la logique et des faits historiques.

● (2200)

Je me souviens de certaines occasions où mes conseils de modération ne m'ont pas rendu trop sympathique auprès de mes amis arabes. D'autre part, il est vain sinon pire d'excuser ou de passer sous silence les actes commis par Israël et qui constituent une menace pour la paix ou violent les droits fondamentaux de l'homme.

Le 22 mai 1972, un an après avoir posé ma question, un article de l'agence Reuter était coiffé du titre: «Arabs break curfew, Israelis break legs.» (Les Arabes rompent le couvre-feu, les Israéliens rompent les jambes). L'article racontait que trois jeunes Arabes avaient eu les jambes brisées par les forces de sécurité d'Israël à Ramallah dans la zone ouest occupée. Le maire Karin Kholof avait raconté que les militaires étaient entrés dans plusieurs maisons et avaient asséné des coups à environ une trentaine de personnes, hommes et femmes. Lorsque les occupants n'ouvraient pas la porte, les assaillants l'enfonçaient. Voilà la récolte des germes semés par Israël lorsqu'il a décidé d'établir des communautés d'Israéliens dans les terres conquises. L'idée était d'établir des citoyens israéliens dans tout le territoire occupé. Comment un tel acte pouvait-il être considéré autrement qu'un acte hostile à l'endroit des résidents de ces régions et des chefs de l'État arabe qui revendiquent la souveraineté sur ce territoire qui leur a été enlevé?

Il y a quelques semaines, j'étais à Quneitra dans la région du Golan en Syrie et j'ai vu les débris de cette ville, complètement rasée par les forces israéliennes. A peu de distance de là, voici ce que j'ai vu: du côté syrien des hauteurs du Golan, les collines où les autorités israéliennes pratiquent des cultures intensives. Je me suis alors pris à penser combien de fois on avait répété au monde qu'Israël ne voulait s'emparer des hauteurs du Golan que pour avoir des frontières sûres.

Il n'est pas étonnant que l'ambassadeur Scranton, s'adressant récemment au Conseil de sécurité au nom des

[M. Macquarrie.]

États-Unis, ait déploré la colonisation faite par l'État d'Israël et ait signalé les dangers qu'elle pourrait représenter.

M. Abba Eban, très brillant érudit et homme d'État, qui était ministre des affaires étrangères lors de mon séjour en Israël, a prévenu son gouvernement qu'en étendant son emprise sur les territoires occupés, il réduisait ses possibilités de négociation avec les Arabes.

Dans un éditorial très pénétrant intitulé «Le temps de partir», le *Journal d'Ottawa* déclarait le 29 mai:

Les ténèbres s'étendent de nouveau sur le Moyen-Orient, et pas seulement sur le Liban. Sur la rive occidentale du Jourdain, occupée par Israël depuis la guerre de 1967, les derniers espoirs d'une paix entre les Arabes et les Israéliens sont en train de s'envoler...

D'où l'impasse sinistre. Après neuf ans de passivité sous le règne des Israéliens, les Palestiniens de la rive gauche se sont réveillés; ils expriment leur ressentiment par des scrutins, des manifestations et des grèves. Les Israéliens peuvent certainement maintenir leur règne maintenant par la force des armes. Mais pour combien de temps? Ils doivent peser soigneusement les effets, sur l'opinion publique américaine, du recours aux canons pour supprimer les aspirations à l'indépendance de la rive gauche. Israël perdra des amis si cette situation lamentable persiste.

En outre, elle mettra feu au monde arabe, rendant tout espoir de paix impossible. Ce ne sera plus alors qu'une question de temps, le Moyen-Orient explosera encore. Assez vite, Israël devrait d'une façon ou d'une autre se retirer de la rive gauche.

J'ai noté les observations du secrétaire parlementaire en réponse aujourd'hui à la question de mon collègue d'Okanagan-Kootenay. Je ne prétends pas avoir de connaissance exceptionnelle ou profonde de la situation au Liban. Je crois que l'honorable représentante et moi-même, comme la grande majorité de nos collègues j'en suis sûr, éprouvent un profond sentiment de tristesse et de découragement devant les événements qui se sont produits dans ce beau pays du Liban et dans la ville autrefois gaie et prospère de Beyrouth. Un de mes jeunes électeurs me disait l'autre jour ne pouvoir comprendre le Liban. Il ajoutait ne rien comprendre à l'Irlande non plus. A mon sens, c'est là peut-être la réaction réaliste devant une situation extrêmement douloureuse et troublante, qui malgré toute la tristesse qu'elle suscite, laisse aussi quelques lueurs d'espoir.

Je ne suis pas sûr qu'il faille tout à fait déplorer l'intervention récente des Syriens. Je n'aime pas voir un autre pays, quel qu'il soit, exercer sa souveraineté sur le Liban, un de mes pays préférés et l'une des plus belles démocraties du monde au temps de sa splendeur. Je ne vois pas sans regret diminuer les droits des Palestiniens, car ce sont eux les principales victimes du conflit israélo-arabe et de la mauvaise foi dont ont fait preuve les grandes puissances au cours des générations précédentes. Mais à la lumière de ce qui s'est passé au cours des dernières semaines, il n'est pas impossible du tout d'admettre que la Syrie a exercé une influence modératrice sur cette région et que, si elle n'avait pas utilisé ses pouvoirs et profité de sa position, la situation aurait pu dégénérer et être plus tragique qu'actuellement ou que les mois précédents.

[Français]

Mlle Monique Bégin (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, il est toujours difficile de prendre la parole immédiatement après l'honorable député de l'Île-du-Prince-Édouard, dont les discours atteignent des hauteurs dramatiques qui m'émeuvent et me font par moments perdre un peu le fil de son discours. Je m'attacherai, dans ma réponse, à traiter de la stricte question des territoires occupés par Israël, et je suis sûre que le député ne m'en voudra pas. Je ne traiterai donc pas du tout de la Syrie, du Liban ou de tous les problèmes complexes qui peuvent ou